



EGA, PAC, sécheresse..

Le ministre de l'Agriculture garde son cap

Le mardi 11 septembre, le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, s'est rendu au Space afin d'inaugurer le salon dédié aux productions animales et échanger avec les acteurs de la filière. Il a défendu les positions du gouvernement, notamment sur les EGA et la sécheresse, mais a aussi essuyé des critiques de la part de la FNSEA, et même du président du Space.

« Monsieur le Ministre, il y a un an, vous avez effectué votre première visite au Space. Un an, ça passe vite. On aurait aimé vous dire merci pour la loi issue des États généraux de l'alimentation. Nous avons alerté sur les risques de désillusion. Les agriculteurs sont les premiers de corvée, le doute s'est installé ». C'est en ces termes que Marcel Denieul, président du Space, s'est adressé à Stéphane Travert, le 11 septembre. Le ministre de l'Agriculture a inauguré le salon dédié aux productions animales à Rennes. Après une matinée de déambulation dans les allées pour rencontrer les acteurs de la filière, le président du Space a donc fait part de son scepticisme. Le ministre lui a répondu en défendant ses positions. Il a rappelé que le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales avait bien pour objectif « d'offrir un cadre renoué afin de rééquilibrer les relations entre les acteurs économiques ». Les doutes des agriculteurs proviennent en grande partie du retard législatif. Le projet de loi a été examiné en première lecture par l'Assemblée nationale et le Sénat entre mai et juin derniers. Cependant, la commission mixte paritaire a échoué et il est examiné en nouvelle lecture depuis le 12 septembre. Stéphane Travert a souligné que

ce projet de loi avait fortement mobilisé le monde politique et le monde agricole, en témoignent les nombreuses heures de débats et le nombre important d'amendements examinés.

Coûts de production : un calcul soumis à controverse

Pour lui, il permettra bien de lutter contre les prix abusivement bas et de répercuter l'augmentation du coût des matières premières sur le prix payé au producteur,

notamment au travers d'une rénovation de la contractualisation et de la définition d'indicateurs de coûts de production. Sur cet épineux sujet, il a réaffirmé la position du gouvernement en rappelant que leur calcul devrait être confié aux interprofessions et non à un organisme public. « Vos interprofessions travaillent sur les indicateurs. Je les reçois ces jours-ci et elles doivent aboutir dans les prochaines semaines », a confirmé Stéphane Travert. Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, qui s'est exprimée quelques heures après le ministre, a rappelé la position de la FNSEA qui s'oppose à celle du ministère à ce sujet : « L'objectif est que des indicateurs fiables soient proposés par les interprofessions, mais si les

parties prenantes n'arrivent pas à se mettre d'accord il faut que l'Observatoire des prix et des marges puisse intervenir, et cela ne revient pas à avoir une économie administrée, comme le prétend le gouvernement ».

Sécheresse : des mesures insuffisantes

Autre sujet de friction, les mesures mises en place suite à la sécheresse et la canicule qui ont touché durement le monde agricole. Stéphane Travert a détaillé les mesures obtenues par le ministère pour soutenir les agriculteurs : versement d'une avance de trésorerie à partir du 16 octobre à un taux relevé, 70 % des paiements directs et 85 % de l'ICHN. « J'ai obtenu pour l'ensemble du territoire national, que les exploitations puissent faire pâturer ou faucher les surfaces en jachère... Au-delà de ces mesures européennes, j'ai activé un plan d'action sécheresse », a-t-il ajouté. Jérôme Despey, secrétaire général de la FNSEA, a rappelé que la FNSEA l'avait alerté à ce sujet. Il s'est dit insatisfait des mesures proposées par le ministre le jour même. « Elles

sont insuffisantes, nous avons demandé 90 % d'avance de trésorerie sur l'ICHN et les paiements directs et nous aurions aimé qu'elles arrivent plus tôt, c'est main-

tenant que les agriculteurs ont besoin de trésorerie. De plus, ces mesures sont trop générales et floues, il nous faut des précisions », s'est-il indigné. Marcel Denieul a aussi interpellé Stéphane Travert sur le sujet de la Pac en lui reprochant de ne pas défendre une Pac forte avec un budget ambitieux. Le ministre a semblé quelque peu vexé de cette remarque et n'a pas manqué de souligner qu'il avait été un des instigateurs d'une prise de parole, au côté de 21 États, pour défendre une Pac forte avec un budget maintenu. En revanche, Stéphane Travert ne s'est pas officiellement exprimé sur le Tode.

Cette mesure d'exonération fiscale pour les employeurs de main-d'œuvre saisonnière en agriculture devrait être supprimée en 2019 au profit de la réforme sur le coût du travail. « Cette suppression pénaliserait fortement les employeurs de main-d'œuvre en leur faisant perdre en compétitivité et la réforme ne compensera pas ces pertes, de plus le Tode sera supprimé dès janvier 2019 et la réforme ne sera pas mise en place avant avril 2019 », s'est agacé Jérôme Despey. Il a ainsi rappelé que la FNSEA était actuellement mobilisée sur tout le territoire pour protester contre la suppression du Tode.



La FNSEA déploie la charte de bon voisinage

Lors de la visite du ministre de l'Agriculture au Space, la FNSEA lui a présenté la charte de bon voisinage. Pour l'organisation il s'agit de la poursuite du déploiement du Contrat de solutions pour une trajectoire de progrès pour la protection des plantes, initié à l'occasion du Salon Innov'Agri le 5 septembre dernier. L'objectif de cette charte est de « *renforcer la compréhension réciproque des agriculteurs et de leurs riverains et poser les bases d'une coexistence sereine. Nous proposons la signature de chartes dans tous les territoires, à l'échelon régional, puis départemental ou de filière* ». Elle formalise « *l'engagement de bonnes pratiques des agriculteurs en matière d'utilisation de produits phytopharmaceutiques* ». Avec cette charte, il s'agit pour la FNSEA d'apporter une réponse concrète aux interrogations des citoyens.